

PAR COURRIEL

Québec, le 4 mars 2024



N/Réf.: 91420

**Objet : Votre demande d'accès aux documents**



Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 26 janvier dernier, laquelle est ainsi libellée :

« [...] nous désirons obtenir copie des documents suivants :

- Une copie du document établissant les critères pour l'octroi de mandats spéciaux et de rémunération additionnelle prévue à l'article 279.4 de la convention collective des avocats et notaires 2015-2023 («LANEQ»).
- Une copie de la liste des montants versés annuellement aux juristes en rémunération additionnelle pour mandat spéciaux par ministère et organisme et par unité administrative en vertu de l'article 279.5 de la convention collective des avocats et notaires 2015-2023. »

Vous trouverez ci-joint le document détenu par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) concernant le premier point de votre demande.

Concernant le second point, après vérification, des documents concernant les années 2015-2016, 2019-2020 et 2023-2024 ont été repérés et vous sont également accessibles, vous les trouverez ci-joints.

... 2

Le SCT détient d'autres documents qui ne peuvent vous être communiqués, et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), car il s'agit d'ébauches incomplètes.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi que le libellé de l'article précité.

Veuillez agréer, [REDACTED], nos salutations distinguées.

*Original signé*

Maxime Perreault  
Responsable de l'accès aux documents et  
de la protection des renseignements personnels

p. j.

## **CRITÈRES POUR L'OCTROI DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE**

---

Ces critères ont été établis après discussion au Comité de relations professionnelles des juristes.

Nous attirons votre attention sur l'importance de situer ces critères avec le préambule de chacun des volets qui constitue en quelque sorte un critère général introductif.

### **RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX**

Une rémunération additionnelle pour mandats spéciaux peut être octroyée à un juriste qui assume, pendant une durée significative, un mandat qui se démarque par son degré d'exigence, son contexte de réalisation particulier, son caractère inhabituel ou son impact.

En fonction de ce qui précède, l'octroi d'une rémunération additionnelle pour mandats spéciaux s'effectue sur la base des critères suivants :

1. Le degré élevé de complexité du mandat nécessitant un haut niveau d'expertise juridique;
2. L'impact majeur du mandat au plan juridique, social ou gouvernemental;
3. L'étendue du champ d'application du mandat;
4. Le contexte particulier de réalisation du mandat présentant des difficultés majeures (crise, situation d'urgence, imbroglio juridique, etc.);
5. Le haut niveau d'autonomie exigé pour la réalisation du mandat;
6. La multiplicité et l'impact déterminant des interventions requises pour la réalisation du mandat;
7. L'envergure des recherches qui doivent être réalisées pour l'exécution du mandat;
8. La coordination d'un groupe de travail dont la responsabilité ou le dossier d'une grande envergure qui lui est confié a un impact stratégique ou exceptionnel pour le ministère, l'organisme ou le gouvernement;
9. Le soutien important donné à d'autres juristes, notamment sous forme de mentorat, tutorat ou formation;
10. Le caractère inhabituel, inédit ou novateur du mandat.

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES SYNDIQUÉS\* DE LA FONCTION PUBLIQUE  
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2014**

NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES	MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2014	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE	MONTANT VERSÉ	POURCENTAGE VERSÉ
Assemblée Nationale	1260	Direction générale des affaires juridiques et parlementaires	8	12 770,63 \$	2	12 770,63 \$	100,00%
Bureau de décision et de révision	5100	Direction des affaires juridiques	2	3 260,46 \$	1	3 260,46 \$	100,00%
Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1000	N/A	2	2 563,51 \$	1	2 563,51 \$	100,00%
Bureau d'audience publique sur l'environnement (BAPE)	2100	Bureau du Président	1	2 271,87 \$	0	- \$	0,00%
Commissaire au lobbyisme du Québec	247	Direction des affaires juridiques	4	361 102,00 \$	2	6 572,06 \$	1,82%
Commission d'accès à l'information	2114000	Secrétariat général et direction des affaires juridiques	11	24 463,51 \$	6	24 464,00 \$	100,00%
Office de la protection du consommateur	4200	Services juridiques	12	\$23 493,00	6	\$23 493,00	- \$
Tribunal administratif du Travail	3001 et 4001	VPQC et DSJ	17	1 743 824,00 \$	10	31 738,00 \$	- \$
Tribunal administratif du Travail	3200	Direction des affaires juridiques	5	8 913 \$	1	8 913 \$	100,00%
Commission de l'équité salariale (CÉS)	0515	Direction générale des affaires juridiques	2	3 483 \$	1	5 200 \$	5,24%
	0510	Centre juridique de Québec	13	24 104 \$	7	27 669 \$	27,89%
Commission des normes du travail (CNT)	0520	Centre juridique de Montréal	41	71 628 \$	17	66 346 \$	66,87%
			56	99 215 \$	25	99 215 \$	100,00%

Commentaires

Regroupement de la CSST, CES et de la CNT depuis le 1er janvier 2016

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES SYNDIQUÉS\* DE LA FONCTION PUBLIQUE**  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Conseil de gestion de l'assurance parentale	8500	Affaires juridiques, règlementaires et gestion des ententes	1	1 801,00 \$	1	1 801,00 \$	100,00%
Directeur des poursuites criminelles et pénales	6108	Bureau du service juridique	1	2 249,37 \$	0	- \$	0,00%
	6181	Bureau de lutte aux produits de la criminalité	1	2 249,37 \$	1	6 748,12 \$	5,46%
	6107	Bureau des affaires pénales	1	2 249,37 \$	0	- \$	0,00%
Directeur général des élections du Québec	5200	Service juridique	11	15 605,86 \$	2	15 748,82 \$	100,00%
Institut de la statistique du Québec (ISQ)	3030	Secrétariat et Affaires juridiques	2	4 050,48 \$	0	- \$	0,00%
La Financière agricole du Québec	540	Direction des affaires juridiques	10	18 843,99 \$	7	18 840,33 \$	99,90%
Affaires municipales et Occupation du territoire(MAMOT)	6100	Commission municipale du Québec	2	3 342,43 \$	1	3 256,38 \$	3,00%
MSP - Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	8010, 8025 8026	Commissaire à la lutte contre la corruption Service de la vérification UPAC Service de vérification en entreprise	3	288 866,67 \$	3	5 237,84 \$	3,00%
MSP - Commissaire à la déontologie policière	4474 4475	Services juridiques - Commissaire Secrétariat général - Commissaire	7	674 480,00 \$	3	12 275,54 \$	3,71 et 3,69%
Office des professions du Québec (0360)	8130	Direction des affaires juridiques	11	19 099,00 \$	8	19 204,00 \$	100,00%
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1000	Affaires juridiques	3	5 293,11 \$	1	5 293,11 \$	100,00%
Régie du bâtiment du Québec	1200	Direction des affaires juridiques	9	13 247,00 \$	5	13 240,00 \$	99,00%
Conseil de gestion de l'assurance parentale	8500	Affaires juridiques, règlementaires et gestion des ententes	1	1 801,00 \$	1	1 801,00 \$	100,00%
OQLF	1400	Services juridiques	6	12 233,67 \$	4	12 527,46 \$	1,86%
Office des personnes handicapées du Québec	2411210	Service juridique et secrétariat général	3	5 848,22 \$	2	5 848,22 \$	100,00%
Régie de l'assurance maladie du Québec	1400	Direction générale des affaires juridiques	21	37 837,53 \$	10	37 836,37 \$	99,997%
Régie de l'assurance maladie du Québec	6000	gouvernance	4	4 364,51 \$	2	4 180,68 \$	95,788%
Régie des alcools, des courses et des jeux	1211	Bureau de la présidente	1	1 728,00 \$	1	9 000,00 \$	16,40%
	1220	Communications	1	2 249,00 \$	0	- \$	
	1230	Direction des affaires juridiques	9	15 603,00 \$	2	13 500,00 \$	24,70%
	1261	Vice-présidence aux opérations	1	2 249,00 \$	0	- \$	
	1285	Contentieux	19	32 796,00 \$	5	32 125,00 \$	58,80%

\*Articles 279.15 à 279.17 de la convention collective 2010-2015

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES SYNDIQUÉS\* DE LA FONCTION PUBLIQUE  
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Régie du logement (RDL)*					4*	6 360,66\$*	100%*
Régie du logement	0110	Présidence	1	1 011,08 \$	1	6 000,00 \$	
Régie du logement	0230 (ancien 0630) <sup>1</sup>	Greffiers spéciaux	4	7 244,33 \$	0	- \$	
Régie du logement	0250 (ancien 0650) <sup>1</sup>	Service juridique	3	4 105,25 \$	0	- \$	
CARRA	5080	Direction principale des affaires juridiques	8	13 066,00 \$	4	13 066,00 \$	100,00%
RRQ	1400	Direction des affaires juridiques	17	35 694,00 \$	9	35 500,00 \$	99,50%
Société de l'assurance automobile du Québec	5911	Projet spé réglement inventaire TAQ Est QC	6	8 257,69 \$	2	1 798,52 \$	1,00%
Société de l'assurance automobile du Québec	5921	Direction des recours devant les tribunaux - Est du Québec	25	44 431,00 \$	17	60 270,42 \$	37,00%
Société de l'assurance automobile du Québec	5961	Direction des recours devant les tribunaux - Ouest du Québec	24	45 234,06 \$	11	42 606,87 \$	26,00%
Société de l'assurance automobile du Québec	5991	Projet spé réglement inventaire TAQ Ouest QC	11	13 394,84 \$	3	6 624,78 \$	4,00%
Société de l'assurance automobile du Québec	1020	Direction des affaires juridiques	28	51 258,21 \$	9	52 986,55 \$	32,00%
Société de l'assurance automobile du Québec	1600	Vice-présidence aux affaires publiques et à la stratégie de prévention routière	1	1 728,34 \$	0	- \$	0,00%
Sûreté du Québec	390	Sûreté du Québec	10	990 858,00 \$	10	18 035,00 \$	1,82%
Ministère des finances	2520	Direction des impôts des entreprises	5	9 981,60 \$	2	7 814,24 \$	100,00%
Ministère des finances	2530	Direction des taxes	2	4 247,41 \$	1	3 668,85 \$	100,00%
Ministère des finances	2510	Direction des impôts des particuliers	1	2 271,87 \$	1	4 993,12 \$	100,00%
Tribunal administratif	2410	Direction des affaires juridiques	9	15 844,65 \$	3	14 746,64\$	93%
	1610	CETM	1	1 955,97 \$	1		
	1210	Section des affaires sociales	1	1 955,97 \$	1	3 225,00 \$	82%
Société d'habitation du Québec (SHQ)	1500	Direction des affaires juridiques	10	18 462,77 \$	5	18 462,77 \$	100,00%

Commentaires

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES SYNDIQUÉS\* DE LA FONCTION PUBLIQUE  
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Réorganisation administrative le 3 juillet 2015

2. Au total, un montant de 12 360,66 \$ a été dégagé et versé en totalité. Un juriste de la Régie du logement a reçu 6 000,00 \$ en rémunération variable, et la différence (6 360,66 \$) a été versée au portefeuille du MAMOT, plus précisément à la SHQ. Voir la SHQ pour les détails.

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS \***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2019**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR) <b>SYNDIQUÉS SEULEMENT</b>	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	MONTANT VERSÉ 1ER AVRIL 2019	Résiduel versé de l'opération 2019-2020
400	Ministère de la Justice	1166 et 1167	Bureau de la juge en chef de la Cour du Québec	13 149,60 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2201	Ajout BSMA DGAJ	5 184,04 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2204	Changement de Direction Soutien Juridique DGAJ	202,65 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2205	Ajout Soutien au réseau	936,91 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2215	DGAJL_Bureau des affaires Autochtone	9 204,72 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2218	DGAJL_Propriété intellectuelle	8 014,77 \$	5 770 \$
400	Ministère de la Justice	2220	DGAJL_Direction du droit Autochtone	37 437,57 \$	13 099 \$
400	Ministère de la Justice	2221	DGAJL_Affaires législative et refonte	13 416,36 \$	31 639 \$
400	Ministère de la Justice	2222	DGAJL_Justice	23 445,92 \$	5 750 \$
400	Ministère de la Justice	2241	CR modifié DGAJL_DGA	3 209,87 \$	
400	Ministère de la Justice	2242	DGAJL_T	- \$	
400	Ministère de la Justice	2243	DGAJL_Orientations et politiques	5 254,84 \$	5 316 \$
400	Ministère de la Justice	2244	DGAJL_Affaires municipales	12 687,68 \$	11 931 \$
400	Ministère de la Justice	2245	DGAJL_Justice réparatrice	- \$	2 570 \$
400	Ministère de la Justice	2246	DGAJL_MAPAQ	10 161,27 \$	1 652 \$
400	Ministère de la Justice	2248	Contentieux MTL	62 287,20 \$	45 761 \$
400	Ministère de la Justice	2250	Contentieux_Québec	42 004,16 \$	18 741 \$
	Ministère de la Justice	2251	Ajout CR Contentieux MTL Div. 2	16 281,66 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2252	DGAJL_Education	19 724,40 \$	7 237 \$
400	Ministère de la Justice	2253	Ajout CR Contentieux MTL Div. 3	8 904,42 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2254	DGAJL_Emploi	21 182,28 \$	8 092 \$
400	Ministère de la Justice	2255	DGAJL_Immigration	1 663,96 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2258	DGAJL_Environnement	27 439,56 \$	13 325 \$
400	Ministère de la Justice	2260	DGAJL_Finances	15 475,64 \$	11 399 \$
400	Ministère de la Justice	2268	DGAJL_MRI	11 834,64 \$	5 260 \$
400	Ministère de la Justice	2270	DGAJL_MRN	16 037,13 \$	4 558 \$
400	Ministère de la Justice	2278	DGAJL_Santé Famille	18 646,93 \$	15 351 \$
400	Ministère de la Justice	2282	DGAJL_Sécurité publique	9 204,92 \$	16 134 \$
400	Ministère de la Justice	2286	DGAJL_Transport	33 267,73 \$	12 415 \$
400	Ministère de la Justice	1000	DGAJL_Accès Justice	- \$	- \$
400	Ministère de la Justice	9002 À 9343	Direction général des services de justice	89 292,71 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	2400	Bureau des infractions et des amendes	5 717,20 \$	- \$
400	Ministère de la Justice	5001	BAVAC	- \$	- \$
400	Ministère de la Justice	8024 à 8034	Cour d'appel	15 427,74 \$	- \$
				<b>556 698,48 \$</b>	<b>236 000 \$</b>

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2018 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2018, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2019 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2019, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)
400	Ministère de la Justice	Directions du MJQ	792 938,48 \$	830 295,63 \$

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS\***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
397	Centre d'acquisitions gouvernementales	2214	Direction des affaires juridiques	9	16 140,16 \$	3	16 139,44 \$	0,72 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>9</b>	<b>16 140,16 \$</b>	<b>3</b>	<b>16 139,44 \$</b>	<b>0,72 \$</b>
0267	Commissaire à la déontologie policière		Commissaire à la déontologie policière (organisation RH)	9	15 311,04 \$	À venir	0,00 \$	15 311,04 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>9</b>	<b>15 311,04 \$</b>	-	- \$	<b>15 311,04 \$</b>
244	Commissaire à la lutte contre la corruption	8095	Division des affaires juridiques	3	5 645,74 \$	0	0,00 \$	5 645,74 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>3</b>	<b>5 645,74 \$</b>	-	- \$	<b>5 645,74 \$</b>
0244	Commissaire à la lutte contre la corruption (unité permanente anticorruption)		Direction générale de la gouvernance, des affaires juridiques et des communications	3	5 645,74 \$	À venir	0,00 \$	5 645,74 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>3</b>	<b>5 645,74 \$</b>	-	- \$	<b>5 645,74 \$</b>
371	Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1000	Commissaire à l'éthique et à la déontologie, regroupe le secteur de la prévention et le secteur des enquêtes et vérifications	6	11 143,66 \$	2	11 143,66 \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>6</b>	<b>11 143,66 \$</b>	<b>2</b>	<b>11 143,66 \$</b>	<b>- \$</b>
408	Commission d'accès à l'information	4000	Secrétariat général et direction des affaires juridiques	12	25 749,82 \$	6	25 749,85 \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>12</b>	<b>25 749,82 \$</b>	<b>6</b>	<b>25 749,85 \$</b>	<b>- \$</b>
328	Commission de protection du territoire agricole du Québec	2017130	Direction des affaires juridiques et des enquêtes	9	849 302,00 \$	0	0,00 \$	15 457,00 \$
			<b>TOTAL :</b>		<b>849 302,00 \$</b>	-	- \$	<b>15 457,00 \$</b>
703	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	DH5000	Direction générale des affaires juridiques	1	2 735,06 \$	À venir	À venir	À venir
		DH5100	Direction des affaires juridiques, conseil expertise QC	16	32 803,77 \$	À venir	À venir	
		DH5200	Direction des affaires juridiques, conseil expertise MTL	15	31 681,27 \$	À venir	À venir	

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS\***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
		DH5300	Direction des affaires juridiques - Est et accès à l'information	17	32 175,66 \$	À venir	À venir	
		DH5500	Direction des affaires juridiques - Montréal	13	22 279,88 \$	À venir	À venir	
		DH5610	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - QC et Équité salariale	21	39 581,87 \$	À venir	À venir	
		DH5620	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 1	22	45 376,70 \$	À venir	À venir	
		DH5630	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 2	17	35 803,84 \$	À venir	À venir	
		DH5640	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 3	20	35 544,31 \$	À venir	À venir	
		DH5700	Direction des affaires juridiques Nord	20	39 846,32 \$	À venir	À venir	
		DH5800	Direction des affaires juridiques Sud	13	20 879,88 \$	À venir	À venir	
		DH8000	Secrétariat général et bureau des plaintes sur la qualité des services	5	12 200,72 \$	À venir	À venir	
		ES3000	Service du greffe et de la gouvernance	1	1 121,03 \$	À venir	À venir	
			<b>TOTAL :</b>	<b>181</b>	<b>352 030,31 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
0425	Commission québécoise des libérations conditionnelles		Secrétariat et administration - CQLC	3	6 167,57 \$	1	6 167,57 \$	0,00 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>3</b>	<b>6 167,57 \$</b>	<b>1</b>	<b>6 167,57 \$</b>	<b>- \$</b>
505	Conseil de gestion de l'assurance parentale	8511	Conseil de gestion de l'assurance parentale	2	4 786,46 \$	2	4 786,46 \$	- \$

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS\***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
			<b>TOTAL :</b>	<b>2</b>	<b>4 786,46 \$</b>	<b>2</b>	<b>4 786,46 \$</b>	<b>- \$</b>
0293	Coroner		Coroner en chef	3	5 825,92 \$	À venir	- \$	5 825,92 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>3</b>	<b>5 825,92 \$</b>	<b>-</b>	<b>3 412,54 \$</b>	<b>5 825,92 \$</b>
830	Commission des transports du Québec	1000	Direction des affaires juridiques	9	19 849,47 \$	0	0,00 \$	19 849,47 \$
			<b>TOTAL :</b>		<b>19 849,47 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>19 849,47 \$</b>
368	Commission municipale du Québec	6100	Bureau de la présidence	1		À venir	À venir	À venir
		6120	Direction de la gouvernance et de l'amélioration continue	1	28 300,00 \$	À venir	À venir	À venir
		6131	Direction de l'expertise et du soutien stratégique en audit	1		À venir	À venir	À venir
		6141	Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale	13		À venir	À venir	À venir
			<b>TOTAL :</b>	<b>16</b>	<b>28 300,00 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
560	Curateur public du Québec	5050	Bureau du DG	2	3 828,99 \$	À venir	À venir	À venir
		5051	Opérations juridiques - Administration des patrimoines	3	5 325,23 \$	À venir	À venir	À venir
		5052	Opérations juridiques - Siège social	7	12 330,55 \$	À venir	À venir	À venir
		5110	Opérations juridiques - Québec	5	10 270,66 \$	À venir	À venir	À venir
		5120	Opérations juridiques - Longueuil	5	9 571,98 \$	À venir	À venir	À venir
		5130	Opérations juridiques - Montréal	6	12 891,08 \$	À venir	À venir	À venir
		5140	Opérations juridiques - Saint-Jérôme	4	7 809,42 \$	À venir	À venir	À venir
			<b>TOTAL :</b>	<b>32</b>	<b>62 027,91 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	6108	Bureau du service juridique	4	5 782,70 \$	2	14 562,84 \$	0,20 \$
		6107	Bureau des affaires pénales	1	2 393,23 \$	0	À venir	À venir
		6138	Joliette	1	1 996,94 \$	0	À venir	À venir
		6205	Service de la gestion des biens saisis	2	4 390,17 \$	0	À venir	À venir
			<b>TOTAL :</b>	<b>8</b>	<b>14 563,04 \$</b>	<b>2</b>	<b>- \$</b>	<b>0,20 \$</b>

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS\***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
520	La Financière agricole du Québec	540	Direction du secrétariat général et des affaires juridiques	11	21 402,95 \$	4	21 407,70 \$	4,75 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>11</b>	<b>21 402,95 \$</b>	<b>4</b>	<b>21 407,70 \$</b>	<b>4,75 \$</b>
400	Ministère de la Justice	2214	Accès Justice	7	13 565,94 \$	2	13 149,60 \$	416,34 \$
		2243	Accès Justice-SMOAJP	1	2 393,23 \$	0	0,00 \$	2 393,23 \$
		2226	Administration et réseau	1	2 393,23 \$	0	0,00 \$	2 393,23 \$
		2215	Affaires autochtones	3	6 411,34 \$	1	11 834,64 \$	-5 423,30 \$
		2400	BIA	2	3 610,68 \$	0	0,00 \$	3 610,68 \$
		2202	BSMA-SMAJ	1	2 393,23 \$	0	0,00 \$	2 393,23 \$
		1166	Bureau de la Juge en chef	5	8 773,00 \$	1	13 149,60 \$	-4 376,60 \$
		1167	Bureau de la Juge en chef	7	13 149,82 \$	1	6 576,88 \$	6 572,94 \$
		2248	Contentieux Mtl-Div. 1	27	51 905,05 \$	5	30 872,96 \$	21 032,09 \$
		2251	Contentieux Mtl-Div. 2	25	48 334,37 \$	7	45 261,24 \$	3 073,13 \$
		2253	Contentieux Mtl-Div. 3	31	58 444,21 \$	9	54 291,00 \$	4 153,21 \$
		2250	Contentieux Québec	34	63 960,67 \$	7	31 939,04 \$	32 021,63 \$
		2246	DAJ-Agriculture, pêches et Alimentation	9	15 935,18 \$	2	8 452,00 \$	7 483,18 \$
		2252	DAJ-Éducation	18	35 493,48 \$	0	0,00 \$	35 493,48 \$
		2254	DAJ-Emploi et Solidarité sociale	16	32 600,63 \$	2	9 204,72 \$	23 395,91 \$
		2258	DAJ-Environnement	30	55 894,88 \$	3	24 298,16 \$	31 596,72 \$
		2244	DAJ-Habitation	13	24 044,27 \$	1	13 149,60 \$	10 894,67 \$
		2255	DAJ-Immigration	10	17 270,54 \$	0	0,00 \$	17 270,54 \$
		2281	DAJ-Langue française	4	6 076,11 \$	0	0,00 \$	6 076,11 \$
		2282	DAJ-MSP	11	23 689,24 \$	2	10 453,04 \$	13 236,20 \$
		2268	DAJ-Relations internationales	11	22 253,75 \$	0	0,00 \$	22 253,75 \$
		2270	DAJ-Ressources naturelles	15	27 775,70 \$	1	5 140,32 \$	22 635,38 \$
		2278	DAJ-Santé et services sociaux	19	35 505,12 \$	5	25 789,35 \$	9 715,77 \$
		2260	DAJ-Tourisme	17	34 444,79 \$	2	13 149,60 \$	21 295,19 \$
		2219	DAJ-Transformation	7	12 780,48 \$	0	0,00 \$	12 780,48 \$
		2286	DAJ-Transport	34	67 573,00 \$	5	32 461,96 \$	35 111,04 \$
		9102	DGA CNR	1	1 916,30 \$	1	3158,73	-1 242,43 \$
		9302	DGA Métropole	1	2 393,23 \$	0	0	2 393,23 \$
		2241	Directions-conseils-SMAJ	1	1 764,60 \$	1	6 786,92 \$	-5 022,32 \$
		7100	DRC	1	1 764,60 \$	0	0,00 \$	1 764,60 \$
		2222	Droit administratif	14	29 260,94 \$	0	0,00 \$	29 260,94 \$
		2220	Droit autochtone	25	48 479,16 \$	4	34 094,06 \$	14 385,10 \$
		2218	Droit des technologies	16	28 917,68 \$	0	0,00 \$	28 917,68 \$
		8024	Greffé CA	5	10 934,88 \$	5	18 681,99 \$	-7 747,11 \$
		2245	Justice réparatrice-SMOAJP	4	6 088,97 \$	2	9 703,80 \$	-3 614,83 \$
		2221	Orientations et refonte	27	53 321,34 \$	8	47 138,44 \$	6 182,90 \$
		2242	PGQ	1	1 916,30 \$	1	5 264,55 \$	-3 348,25 \$
		8023	Service de recherche CA	3	6 229,06 \$	1	2 629,92 \$	3 599,14 \$

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS\***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
		8033	Service de recherche CA	0	0,00 \$	0		0,00 \$
		2338	SMOAJP	7	12 769,40 \$	1	6 574,80 \$	6 194,60 \$
		9157	Soutien audience Magistrature	5	8 943,90 \$	5	23 332,44	-14 388,54 \$
		8034	Soutien CA	1	1 496,24 \$	1	4 521,61 \$	-3 025,37 \$
		2204	Soutien juridique-SMAJ	12	20 534,91 \$	1	3 944,88 \$	16 590,03 \$
		9315	Soutien Magistrat Cour supérieure	12	18 381,85 \$	4	22 593,94	-4 212,09 \$
		9345	Tribunal des droits de la personne	1	2 081,06 \$	0	0	2 081,06 \$
		9328	Tribunal profession	2	4 162,12 \$	0	0	4 162,12 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>497</b>	<b>948 028,48 \$</b>	<b>91</b>	<b>537 599,79 \$</b>	<b>410 428,69 \$</b>
491	Ministère de la langue française				- \$	-	- \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>		- \$	-	- \$	\$
210	Ministère des Finances	2520 et 2530	Direction des impôts et Direction des taxes	10	19 645,21 \$	6	19 645,21 \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>10</b>	<b>19 645,21 \$</b>	<b>6</b>	<b>19 645,21 \$</b>	<b>- \$</b>
75	Ministère du Travail	1895	Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre	1	1 322,23 \$	1	2 818,47 \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>1</b>	<b>1 322,23 \$</b>	<b>1</b>	<b>2 818,47 \$</b>	
344	Office de la protection du consommateur	4200	Services juridiques	15	30 745,00 \$	8	30 745,00 \$	0 \$
			<b>TOTAL :</b>		<b>30 745,00 \$</b>	<b>8</b>	<b>30 745,00 \$</b>	<b>- \$</b>
64	Régie de l'assurance maladie du Québec	11 200	Direction de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et des plaintes sur la qualité	3	5 305,77 \$	1	5 305,77 \$	- \$
		14 100	Direction des services juridiques	22	43 725,54 \$	12	43 725,54 \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>25</b>	<b>49 031,31 \$</b>	<b>13</b>	<b>49 031,31 \$</b>	<b>- \$</b>
386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1230	Direction des affaires juridiques	4	2 393,00 \$	2	7 944,00 \$	7 944,00 \$
		1240	Direction du contentieux	13	25 977,00 \$	6	23 820,00 \$	23 820,00 \$
		1214	Secrétariat général, soutien à la gouvernance et communication	1	7 446,00 \$	1	3 970,50 \$	3 970,50 \$
		1214	Secrétariat général, soutien à la gouvernance et communication	1	7 446,00 \$	1	3 970,50 \$	3 970,50 \$

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS\***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
			<b>TOTAL :</b>	<b>19</b>	<b>43 262,00 \$</b>	<b>10</b>	<b>39 705,00 \$</b>	<b>39 705,00 \$</b>
367	Régie du bâtiment du Québec	1200	Direction des affaires juridiques	15	25 969,00 \$	5	25 965,00 \$	4,00 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>15</b>	<b>25 969,00 \$</b>	<b>5</b>	<b>25 969,00 \$</b>	<b>4,00 \$</b>
240	Retraite Québec	1400	Direction générale des affaires juridiques	12	23 363,08 \$	À venir	À venir	À venir
		1410	Direction des recours devant les tribunaux	11	20 841,13 \$	À venir	À venir	À venir
		1300	Secrétariat général	4	6 482,78 \$	À venir	À venir	À venir
			<b>TOTAL :</b>	<b>27</b>	<b>50 686,99 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
730	Société d'habitation du Québec	1500	Direction des affaires juridiques	12	22 223,00 \$	À venir	À venir	22 223,00 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>12</b>	<b>22 223,00 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>22 223,00 \$</b>
320	Société de l'assurance automobile du Québec	1020	DG des affaires juridiques et du contentieux	3	5 017,12 \$	À venir	À venir	À venir
		1120	Direction de la législation et du conseil stratégique	13	24 825,02 \$	À venir	À venir	À venir
		1140	Direction du conseil stratégique	11	21 482,61 \$	À venir	À venir	À venir
		5921	Direction du contentieux - Québec	34	61 113,45 \$	À venir	À venir	À venir
		5961	Direction du contentieux - Montréal	33	61 969,14 \$	À venir	À venir	À venir
			<b>TOTAL :</b>	<b>94</b>	<b>174 407,34 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
390	Sûreté du Québec	1910	Direction des services juridiques	13	22 555,52 \$	0	0,00 \$	22 555,52 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>13</b>	<b>22 555,52 \$</b>		<b>- \$</b>	<b>22 555,52 \$</b>
0402	Tribunal administratif de déontologie policière		Comité de déontologie policière (organisation RH)	2	3 412,54 \$	À venir	0,00 \$	3 412,54 \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>2</b>	<b>3 412,54 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>3 412,54 \$</b>
188	Tribunal administratif des marchés financiers	5100	Direction des affaires juridiques et du secrétariat	1	1 624,88 \$	1	1 624,88 \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>1</b>	<b>1 624,88 \$</b>	<b>1</b>	<b>1 624,88 \$</b>	<b>- \$</b>
510	Tribunal administratif du logement	0160	Direction des affaires juridiques	3	10 128,15 \$	3	10 599,61 \$	471,46 \$
			Direction des greffiers spéciaux	6	8 717,84 \$	2	8 241,70	476,14 \$

**RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS\***  
**SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 <sup>er</sup> AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
			<b>TOTAL :</b>	<b>9</b>	<b>18 845,99 \$</b>	<b>5</b>	<b>18 841,31 \$</b>	<b>947,60 \$</b>
450	Tribunal administratif du Québec	2410	Direction des affaires juridiques	18	32 562,61 \$	9	32 562,61 \$	- \$
			<b>TOTAL :</b>	<b>18</b>	<b>32 562,61 \$</b>	<b>9</b>	<b>32 562,61 \$</b>	<b>- \$</b>
415	Tribunal administratif du travail	3001	Vice-présidence Qualité et cohérence	14	25 048,75	À venir	À venir	À venir
		4001	Direction des services juridiques	6	11 850,69	À venir	À venir	À venir
			<b>TOTAL :</b>	<b>20</b>	<b>36 899,44 \$</b>	<b>-</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>
<b>TOTAL :</b>				<b>1103</b>	<b>2 925 086,02 \$</b>	<b>163</b>	<b>847 349,80 \$</b>	<b>573 842,21 \$</b>



## **LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

(RLRQ, chapitre A-2.1)

---

### **CHAPITRE II**

#### **ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

##### **SECTION I**

###### **DROIT D'ACCÈS**

Droit d'accès aux documents.

**9.** Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Restrictions.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

1982, c. 30, a. 9.

## AVIS DE RE COURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

### RÉVISION

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### Québec

525, boul. René-Lévesque Est  
Bureau 2.36  
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

#### Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196  
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**

Courrier électronique : [ca.i.communications@ca.i.gouv.qc.ca](mailto:ca.i.communications@ca.i.gouv.qc.ca)

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).